

Un référendum contre les réfugiés et l'Europe

Les Hongrois se prononcent dimanche sur la répartition des réfugiés dans l'Union.

Pour Viktor Orban, ce référendum est un outil pour affaiblir la Commission.

Les minorités hongroises de pays voisins et les Roms ont été appelés se mobiliser.

Le référendum est déjà une victoire pour le pouvoir

Éclairage **Corentin Léotard**
Correspondant à Budapest

Approuvez-vous que l'Union européenne puisse ordonner l'installation en Hongrie de ressortissants non Hongrois, sans l'accord de l'Assemblée nationale? Les instituts de sondage tiennent pour acquis une victoire écrasante du "non", conformément à l'appel du gouvernement, qui a initié le référendum qui se tiendra dimanche. Une inconnue de taille demeure cependant: la participation atteindra-t-elle les 50% nécessaires pour sa validation?

Pour Mária Várhelyi, sociologue des médias, cela a peu d'importance. Dans la revue littéraire "Elet és Irodalom", elle écrit que le Fidesz, parti du Premier ministre Viktor Orban, est déjà vainqueur étant donné que la "campagne de propagande construite sur l'exacerbation de la peur et de la haine ramène au bercail des électeurs qui ne sont pas des sympathisants du Fidesz".

La crise migratoire a en effet permis au parti au pouvoir de relancer une machine qui, faute d'adversaire, semblait à bout de souffle et vouée à l'autodestruction. Le référendum a été un moyen de monopoliser la vie politique et de marginaliser ses adversaires, prolongeant d'une année les effets bénéfiques en termes de popularité d'une crise qui, en Hongrie, appartient au passé. Le Jobbik (extrême droite), qui commençait à dangereusement contester la suprématie du Fidesz au printemps 2015, est aujourd'hui inaudible et invisible. Quant à la gauche, divisée en quatre formations, elle s'est une nouvelle fois révélée incapable de faire bloc et de donner une consigne commune aux électeurs, appelant tantôt au boycott, tantôt à aller voter contre le gouvernement.

Non au "multikulti"

Ces partis traditionnels craignent des élections législatives anticipées, pour lesquelles ils ne sont pas prêts. Ils ont été éclipsés par le "Parti hongrois du chien à deux queues" qui a su mobiliser et interpeller autour d'un humour sati-

rique et antisystème, en placardant des slogans comme: "Un Hongrois moyen a vu plus d'ovnis dans sa vie que de réfugiés."

La grande réussite de la campagne d'Orban, c'est d'avoir imposé l'idée qu'accepter les quotas de réfugiés définis par la Commission européenne revenait à mettre les doigts dans un engrenage, pouvant conduire à une immigration massive et au terrorisme. L'espace public et les médias ont été saturés de messages anxiogènes, tels que: "Plus de 300 personnes sont mortes en Europe depuis le début de la vague migratoire." Vingt millions d'euros ont été investis dans cette campagne de communication qui tient, selon tous les opposants au gouvernement, de la "propagande" et du "lavage de cerveau".

Ainsi, nombre d'électeurs hongrois iront voter dimanche non seulement par peur du terrorisme et pour s'opposer à quelques centaines de réfugiés, mais bien pour ou contre un modèle qu'ils estiment leur être imposé: celui des sociétés multiculturelles des pays ouest-européens.

Le scrutin a été un moyen de monopoliser la vie politique et de marginaliser ses adversaires.

Contre les réfugiés, Orban en appelle à la nation de la "grande Hongrie"

Reportage **Corentin Léotard**
Correspondant à Budapest

Béniés les Hongrois, ô Seigneur... Ce peuple a largement payé pour les temps passés et à venir." Ce dimanche matin, une petite centaine de fidèles de l'Eglise unitarienne susurrent les paroles de l'hymne national, avant de reprendre en chœur l'hymne du Pays Sicule: "Ne laisse pas la Transylvanie être perdue, notre Seigneur!"

Ils sont originaires de cette région de Roumanie à majorité magyarophone, arrachée à la Hongrie par le traité de Trianon, après la Première Guerre mondiale. Le temple se trouve au fond d'une jolie cour colorée typique de Pest, dans le IX^e arrondissement de la capitale hongroise. Le drapeau national que l'on trouve dans toutes les églises du pays côtoie celui du Pays Sicule et des peintures de ses montagnes verdoyantes ornent les murs de l'édifice.

Pas un mot de politique, dans le prêche du révérend, rien sur le référendum qui aura lieu ce dimanche. Sándor Léta, barbu dans la quarantaine, s'y refuse: "Je suis unitarien, donc je ne dis pas aux gens ce qu'ils doivent faire ou penser."

Appel aux Hongrois d'"outre-frontières"

Le gouvernement a enjoint les minorités hongroises des pays voisins – deux millions et demi de Magyars en Roumanie, Slovaquie, Serbie et Ukraine – à se mobiliser. Le message semble avoir été entendu puisque 275 000 de ces Hongrois d'"outre-frontières" se sont inscrits pour le référendum, soit un tiers de plus qu'aux dernières législatives. Eux-mêmes ont subi un référendum raté en 2004: faute de participation suffisante, le Fidesz – alors dans l'opposition – avait échoué à "réunir la nation" en leur donnant la possibilité d'obtenir la citoyenneté et le passe-

port hongrois, sésame pour l'espace Schengen. Ce qu'il fit par voie parlementaire dès son retour au pouvoir en 2010.

Depuis, Viktor Orban peut compter sur leur soutien quasi indéfectible. Tous les partis ethniques hongrois et leurs organisations se sont mobilisés. "La plupart des Hongrois de Transylvanie se considèrent comme une partie de la grande Hongrie et sont fiers de pouvoir aller voter, explique le révérend Léta. Pour eux, plus encore que pour les Hongrois 'de Hongrie', cela veut dire qu'à nouveau nous devons protéger nos terres contre les gens venant de l'Est." Une référence à leur ancienne fonction de gardien des frontières du Royaume de Hongrie, contre la poussée de l'Empire ottoman, au Moyen Age. "Pour ma part, poursuit-il, je ne suis pas animé par ces sentiments. Pour moi, ce référendum n'est même pas vraiment lié aux migrants."

Mais malgré ses réserves, il ira voter dimanche, dans le sens du gouverne-

ment: *"Je pense qu'Orban essaie de protéger ce qui fait notre identité. Nous ne voulons pas devenir comme l'Europe ou les Etats-Unis."*

Un membre actif de la congrégation, fils du précédent révérend, confie de son côté qu'il ne participera pas au scrutin *"car le gouvernement n'a pas à me dire de cette façon ce que je dois faire"*.

Les Roms, subitement inclus dans la nation

Un autre vote est aussi très convoité pour atteindre le quorum de 50 %, sans lequel le référendum serait invalidé: celui des quelques six cent mille citoyens hongrois d'origine rom. L'organisation "Lungo Drom", censée représenter cette minorité ethnique au niveau national, mais en réalité chapeauté par le Fidesz, s'est naturellement prononcée dans le sens du gouvernement.

A la mi-septembre, une obscure association a été mise sur pieds par le vóvode (chef) des Roms du comitat de Borsod-

Abauj-Zemplén, dans le nord-est du pays, afin de porter la voix de la minorité contre l'installation de migrants. Celui-ci expliquant que *"si les migrants entrent, alors plus personne ne sera en sécurité"* et que *"les migrants sont aussi peu éduqués que les Roms et peuvent effectuer leur travail"*.

Le pouvoir est-il derrière cette "créature"? La même semaine en tout cas, le directeur du bureau du Premier ministre, János Lázár, et le président du Parlement, László Kövér, adressaient chacun de leur côté la même mise en garde: une

partie des aides sociales devra être redirigée vers les migrants en cas d'échec au référendum.

"Il est avéré que l'intimidation des Roms fait partie intégrante de la campagne", écrit le site d'actualités Index.hu. Des élus locaux, roms, ont

réagi en demandant au gouvernement dans une lettre ouverte de faire preuve *"de dialogue et de solidarité"* au lieu de semer *"la haine et la discorde"*.

Pour sa part, la petite mais dynamique communauté juive orthodoxe des Loubavitch se tiendra une fois de plus au côté du dirigeant hongrois, à l'instar de la majorité des représentants des différentes Eglises. L'argument mis en avant est d'ordre sécuritaire. Slomó Köves, son jeune rabbin, a déclaré à plusieurs reprises

que la Hongrie restait un pays sûr pour les Juifs en comparaison de l'Europe de l'Ouest. *"Nous ne voulons pas importer en Hongrie le crime, le terrorisme, l'homophobie et l'antisémitisme des incendiaires de synagogues"*, avait tonné Viktor Orban dans son discours lors de la fête nationale du 15 mars. La principale organisation juive (Mazsihisz), plus libérale, s'est en revanche abstenue de donner des consignes de vote.

"Je pense qu'Orban essaie de protéger ce qui fait notre identité. Nous ne voulons pas devenir comme l'Europe ou les Etats-Unis."

SANDOR LETA

Ce prêtre de l'Eglise unitarienne ne donne pas de consigne de vote à ses ouailles, mais il soutiendra la position du gouvernement hongrois.

Épingle

Affaiblir la Commission, l'autre objectif du référendum

L'Italie et la Grèce sont débordées face à l'arrivée de milliers de migrants sur leurs côtes. Les vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement multiplient les réunions sans s'entendre sur la solution à apporter à cette crise. La Commission met sur la table un plan de relocalisation de 160 000 réfugiés. L'idée fait bondir certains pays européens. La proposition est pourtant bien adoptée à la majorité qualifiée le 22 septembre 2015.

Ce scénario hante encore les esprits des membres du Fidesz, le parti conservateur au pouvoir en Hongrie. Budapest a accepté de partager sa souveraineté en adhérant à l'Union. Mais, assure le porte-parole du gouvernement hongrois, Zoltán Kovács, *"il n'a jamais cédé sa souveraineté pour*

décider qui peut entrer dans le pays à une institution européenne". Cependant, le référendum de ce dimanche *"ne porte pas sur le passé"*. Entendez: il ne s'agit pas de se prononcer sur le mécanisme de relocalisation adopté en 2015. Là-dessus, c'est la Cour de justice de l'Union européenne qui tranchera. Non, le référendum de ce 2 octobre porte sur *"l'avenir de l'Union européenne"*. Ou plutôt celui de la Commission, que les Hongrois voudraient affaiblir pour rendre aux Etats membres toute leur souveraineté, à rebours de l'idée de la construction européenne. Pour Budapest, peu importe si ce sont les ministres de l'Intérieur de ces mêmes Etats membres qui ont adopté la proposition de la Commission sur la relocalisation. La procédure de vote à la majorité qualifiée *"est une mauvaise chose"*, précise d'ailleurs M. Kovács. L'exécutif européen a outrepassé ses compétences et il est grand temps de le remettre à sa place, estiment les Hongrois. *"La Commission a été créée*

pour sauvegarder les traités. Elle doit suivre les décisions du Conseil et non l'inverse", peste M. Kovács. Ainsi le Premier ministre Viktor Orbán serait-il, en réalité, un *"Européen convaincu"* qui propose, à travers ce référendum, de *"revenir au sens original des traités"*. Sauf que la Commission a justement été imaginée comme moyen de permettre à l'Union d'être plus qu'une organisation internationale où des Etats viendraient défendre leur intérêt national contre celui de leur voisin. Elle dispose du monopole d'initiative législative en faveur de l'intérêt commun européen. Et le vote à la majorité qualifiée est, lui aussi, prévu dans les traités. Mais M. Kovács a déjà mis en garde sur le fait que *"cette consultation populaire aurait des conséquences légales sur l'UE, même si Jean-Claude Juncker, président de la Commission, pense le contraire. Et si les institutions européennes refusent de les accepter, ce référendum provoquera une longue bataille au niveau de l'Union"*. Une de plus... **M.U.**